

Le capitalisme est-il moral ?

Entretien avec **André COMTE SPONVILLE**, Philosophe

L'éthique d'entreprise vue par André Comte Sponville, ça ce définit comment ?

André COMTE SPONVILLE

I. L'éthique d'entreprise

L'idée d'éthique d'entreprise, venue des Etats-Unis, affirme que l'éthique améliore le climat interne de l'entreprise, donc la qualité du produit, et donc la productivité et les marges. L'éthique est performante et fait vendre. Le mot " markéthique " a été inventé pour désigner l'enfant issu de ces amours étranges entre le marketing et l'éthique.

Cette notion d'éthique d'entreprise me laisse perplexe et réticent pour trois raisons. Tout d'abord, parce que ce serait la première fois que la vertu ferait gagner de l'argent. Ensuite, parce qu'il est vrai que le devoir et l'intérêt peuvent aller dans la même direction, mais que dans ce cas, aucun problème moral ne se pose. Enfin parce que, si on accomplit une action morale par intérêt, cette action n'a aucune valeur morale même si elle est conforme à la morale, puisque le propre de la morale est le désintéressement.

Je crois que l'éthique d'entreprise tient de ce type de comportement, et qu'elle relève du management et du marketing, et non de la morale. Plutôt que de parler d'éthique d'entreprise, je préfère distinguer un certain nombre de domaines, d'ordre d'idées, et marquer clairement les limites entre eux.

II. Les quatre ordres

Se poser le problème des limites revient à se demander ce qui n'est pas permis.

1. L'ordre économique, technique et scientifique

Nous pouvons commencer par exemple par nous interroger sur les limites qu'il faut fixer aux sciences du vivant. La biologie peut dire quelles sont les manipulations génétiques techniquement possibles, mais il n'est pas de son domaine de dire lesquelles sont permises. Il en va de même pour l'économie de marché.

Nous avons là un premier domaine, le domaine économique-techno-scientifique, structuré intérieurement par l'opposition entre le possible et l'impossible.

Laissé à sa seule spontanéité, il vérifierait ce que le biologiste Jacques Tasmare appelle " l'unique matie de l'univers technique ", dont le principe est que tout le possible sera fait, à la condition que l'anarchie s'installe. Or le possible devient aujourd'hui singulièrement effrayant. Il est donc nécessaire de limiter cet ordre techno-scientifique, et de le limiter de l'extérieur, puisqu'il est incapable de se limiter lui-même.

2. L'ordre politique et juridique

J'introduis donc un deuxième ordre, l'ordre de la loi et de la justice, structuré intérieurement par l'opposition du légal et de l'illégal.

Il est lui aussi incapable de se limiter ; et cela est nécessaire pour deux raisons :

- une raison individuelle : un individu qui respecterait scrupuleusement la légalité du pays dans lequel il se trouve, mais s'en contenterait, pourrait parfaitement mentir, faire preuve d'égoïsme, et de méchanceté. Nous n'avons rien dans cet ordre ni dans le premier pour échapper à ce spectre du " salaud " légaliste, et peut-être aussi scientifiquement compétent.
- une raison collective : il y a quelques années, en licence à la Sorbonne, j'ai proposé comme sujet de dissertation de philosophie politique " le peuple a-t-il tous les droits ? ". La quasi-totalité des étudiants ont répondu qu'en démocratie, le peuple est souverain, et qu'il a donc tous les droits, puisque c'est lui qui fait le droit. La conclusion logique de cette position est que le peuple a le droit de prendre des mesures antidémocratiques. On aboutit ici au spectre du peuple qui aurait tous les droits.

3. L'ordre de la morale

Le domaine qui vient limiter celui de la politique et de la justice est celui de la morale, structuré intérieurement par l'opposition du bien et du mal, du devoir et de l'interdit.

Il semble que la morale n'a pas à être limitée : comment pourrait-on être trop moral ? Mais elle doit être complétée, car elle est insuffisante. Un individu qui ferait toujours son devoir, et seulement son devoir, serait un pharisien, il lui manque une dimension peut-être essentielle : l'amour.

4. L'ordre de l'amour

D'où un quatrième ordre : l'ordre éthique, l'ordre de l'amour, qui ne limite pas à l'ordre de la morale, mais le complète, l'ouvre par en haut. J'appelle morale ce qu'on fait par devoir, et éthique ce qu'on fait par amour.

Je ne vois pas bien ce qu'on pourrait mettre au-dessus de l'amour. Un croyant pourrait envisager un cinquième ordre, l'ordre du divin, qui assurerait la cohésion de l'ensemble. Mais la foi est une possibilité que je ne peux pas faire mienne, et qui ne me manque pas vraiment, car l'amour infini n'est pas à craindre, pour deux raisons : on ne pourrait rien nous souhaiter de meilleur, et ce n'est pas notre principale menace.

Prétendre que le capitalisme est moral serait donc prétendre que le premier ordre serait soumis au troisième, ce qui me paraît exclu par la structuration interne de chacun de ces ordres : le possible et l'impossible n'ont que faire du bien et du mal. Imaginez la réaction d'un physicien qui vous expliquerait la grande équation d'Einstein, $E=mc^2$, et à qui l'un d'entre vous objecterait que cela n'est pas très moral puisque cela fait exploser des bombes atomiques : il répondrait que vous ne parlez pas de la même chose.

Dans l'ordre économico-techno-scientifique, rien n'est jamais moral. Rien n'est non plus immoral, car pour être moral, il faut pouvoir être immoral. Tout y est amoral, ce qui signifie que la morale est privée de toute pertinence pour expliquer un processus qui se déroule dans ce premier ordre.

A la question : le capitalisme est-il moral ? Je réponds donc évidemment non : il est radicalement et définitivement amoral. Si nous voulons qu'il y ait une morale dans une société capitaliste, cette morale doit venir d'ailleurs que du marché.

III. Les dangers de la confusion des ordres

Pascal appelle ridicule ce qui manifeste une confusion des ordres, et tyrannie le ridicule arrivé au pouvoir, le désordre érigé en système de gouvernement.

Deux tyrannies nous menacent particulièrement aujourd'hui : la barbarie et l'angélisme. J'appelle barbarie la tyrannie des ordres inférieurs, qui prétend soumettre le plus haut au plus bas.

- La barbarie technocratique soumet l'ordre de la politique et du droit à l'ordre des sciences et de l'économie ; elle existe sous deux formes : la tyrannie libérale, la tyrannie des marchés.

- La barbarie politique soumet l'ordre de la morale à celui de la politique. ; là encore, deux écoles : la barbarie totalitaire, la barbarie démocratique, qui consiste à croire que tout ce qui est légal est nécessairement moral.

L'angélisme, lui, est le symétrique de la barbarie, puisque c'est une tyrannie des ordres supérieurs, qui prétend annuler le plus bas au nom du plus haut :

- L'angélisme politique et juridique prétend annuler les contraintes de l'ordre économique-techno-scientifique au nom de la politique et du droit. Il prend concrètement la forme du volontarisme.

- L'angélisme moral prétend annuler les contraintes du politique au nom de la morale. C'est ce que Laurent Joffin appelait il y a quelques années dans Libération " la génération morale " : contre la misère, les restaurants du cœur ; contre la guerre, l'action humanitaire, Médecins sans frontières. Pour l'intégration des immigrés, SOS Racisme. Des problèmes politiques se trouvent transformés en problèmes moraux, ce qui est la meilleure façon de ne jamais les résoudre.

- L'angélisme éthique prétend annuler les contraintes de la morale voire des trois premiers ordres au nom de l'ordre de l'amour. C'est par exemple l'idéologie Peace and Love des années 70.

La difficulté est que nous nous situons tous dans ces quatre ordres en même temps. Ils s'avèrent rapidement divergents, car ils sont soumis à des principes de structuration interne différents. Lequel de ces quatre ordres faut-il alors décider de privilégier ?

Apparaît à ce moment la notion de responsabilité. Faire preuve de responsabilité, c'est assumer le pouvoir qui est le sien, dans les quatre ordres, sans les confondre, sans les réduire tous à un seul, et choisir au cas par cas celui auquel on décide de se soumettre en dernier lieu, car on ne peut pas poser de règle générale. Seuls les niais et les saints choisissent de se soumettre toujours à l'ordre de l'amour, tandis que celui qui choisirait définitivement le premier ordre serait un " salaud " compétent et performant.

Cette responsabilité ne peut être qu'individuelle. Je ne vois pas de sens à parler d'éthique de l'entreprise : une entreprise n'a pas de morale, elle n'a que des intérêts et des contraintes. Mais c'est précisément parce qu'il n'y a pas de morale de l'entreprise qu'il doit y avoir une morale dans l'entreprise, par la médiation des seuls qui puissent être moraux, les individus qui y travaillent, et particulièrement ses dirigeants.

IV. La hiérarchie des quatre ordres

Je distingue la primauté, c'est-à-dire ce qui vaut le plus, subjectivement, pour l'individu, et le primat, c'est-à-dire ce qui est important, objectivement, pour le groupe. Ce qui vaut le plus pour les individus n'est jamais ce qui est le plus important pour les groupes.

Nous avons ici affaire non à une hiérarchie, mais à deux hiérarchies croisées : la hiérarchie ascendante des primautés, et l'enchaînement descendant des primats.

- Primauté de l'amour, primat de l'argent : les individus affirment généralement la primauté de l'amour ; mais une entreprise serait affectée bien moins gravement par une disparition de l'amour que par une disparition de l'argent.

- Primauté de la politique, mais primat de l'économie et des sciences. Il ne resterait rien de notre démocratie si toutes les infrastructures économiques et techniques disparaissaient.

- Primauté de la morale, primat de la politique : pour l'individu, mieux vaut perdre les élections que perdre son âme ; mais pour le groupe, à l'état de nature, en l'absence de construction politique, il n'y aurait pas de morale.

- Primauté encore de l'amour, mais primat de la morale : Freud a montré que sans morale, il n'y aurait pas d'amour, mais seulement la pulsion et le désir

Dans *La Pesanteur et la grâce*, Simone Weil appelle pesanteur tout ce qui descend et fait descendre, et grâce tout ce qui monte et fait monter. On pourrait dire que les groupes sont toujours soumis à la pesanteur ; ils tendent à privilégier légitimement ce qui pour eux est objectivement le plus important. Dans un groupe, la morale tend à se dégrader en morale, la morale en politique, et la politique en technique, en économie, en gestion. Et seuls les individus possèdent la capacité à remonter des contraintes économiques, techniques et scientifiques à la politique.

Le terme de grâce est un peu trop religieux pour que je puisse le faire absolument mien, mais je dirai que pour remonter cette pente sur laquelle les groupes autrement ne cessent de nous entraîner, je ne vois que trois choses : l'amour, la lucidité, et le courage.

Questions du public. Même si le capitalisme est complètement amoral, il est fait par des hommes qui ont la possibilité d'être moraux ; n'est-il donc pas envisageable que le capitalisme soit tiré vers le haut par les hommes ?

André COMTE SPONVILLE

Chacun est soumis à deux logiques différentes, selon qu'il se considère comme individu ou comme membre d'un groupe. On ne peut espérer, à partir de la moralisation des individus, obtenir que les entreprises renoncent à faire du profit par amour de l'humanité. Car il serait très grave que les entreprises renoncent à faire du profit.

Ne pensez-vous pas qu'une entreprise peut faire du profit tout en restant honnête à l'égard de ses employés ?

André COMTE SPONVILLE

Il n'y a pas toujours contradiction entre la recherche du profit et la morale, mais ne nous masquons pas la différence fondamentale entre ces deux logiques.

Lors d'un exposé, j'ai expliqué à un club de chefs d'entreprises que ce que le corps social attendait d'eux, ce n'était pas d'être vertueux, mais de créer des emplois. L'un d'eux a répliqué qu'une entreprise n'a pas pour but de créer des emplois, mais de créer du profit. De fait, il arrive qu'une entreprise soit amenée à embaucher pour créer du profit, mais son but reste le profit ; cela ne la condamne pas, puisque nous avons tous besoin de ce profit et que nous vivons tous de la richesse créée par les entreprises.

Mais à l'inverse, nous avons aussi besoin de justice et de liberté, et il serait absurde de demander aux entreprises de produire cela, comme il est absurde de demander à l'Etat de produire du profit. Les quatre ordres sont nécessaires pour construire une société qui soit à la fois techniquement performante et humainement acceptable.

Vous présentez le capitalisme comme affranchi de toute moralité ; ne faites-vous pas par là l'apologie de l'ultra libéralisme ?

André COMTE SPONVILLE

Le capitalisme me paraît foncièrement amoral. C'est à nous, individus, d'être moraux. Je crois qu'incriminer le capitalisme revient à se donner bonne conscience.

L'ultra libéralisme est une autre question, qui me paraît moins morale que politique. La droite comme la gauche ont appris, depuis vingt ans, qu'il n'y a plus à choisir entre l'Etat et le marché, mais que nous avons besoin des deux. Etre ultra-libéral est une erreur : c'est penser que le marché suffit à tout.

Claude BONIN, ingénieur conseil : Il me semble que le projet de toutes les sociétés est d'assurer leur pérennité. Puisqu'une entreprise est une société, ne pourrait-on pas appeler morale son projet de pérennité ?

André COMTE SPONVILLE

La finalité de l'entreprise est celle de l'actionnaire, qui peut varier : dans le capitalisme familial, c'est effectivement la pérennité de l'entreprise ; mais le plus souvent, c'est le profit.

On peut donner deux définitions du capitalisme : dans l'approche structurelle de Marx, c'est un système fondé sur la propriété privée des moyens de production et d'échange, et sur la liberté des marchés. Il est donc mensonger de dire qu'une entreprise a pour but de satisfaire ses clients ou ses salariés ; ou plutôt c'est vrai, mais seulement dans la mesure où cela lui permet de satisfaire ceux qui la possèdent, c'est-à-dire les actionnaires.

Plus simplement, on pourrait dire que le capitalisme est un système qui sert, avec de l'argent, à faire plus d'argent, ce qui est foncièrement amoral. Si nous voulons aussi de la justice et de la liberté, il ne faut pas le demander au capitalisme, mais à la politique.

Vous avez dit que le but de l'entreprise est le profit ; mais je me demande si ce profit n'est pas mis au service de l'individu, et donc si l'entreprise n'est pas au service de l'individu.

André COMTE SPONVILLE

Il est fort rare que les dividendes et les plus-values des actionnaires soient redistribués massivement aux salariés. Et si les entreprises faisaient passer les intérêts de leurs salariés avant ceux des actionnaires, le cours de leurs actions chuterait.

L'erreur du communisme a été, à mon sens, de vouloir moraliser l'économie, de la mettre au service du grand nombre. Il aurait réussi si les hommes avaient cessé d'être égoïstes, et avaient placé l'intérêt général au-dessus de l'intérêt particulier, ce qu'ils n'ont pas fait. Il était donc inévitable qu'il échoue. A l'inverse, le succès du capitalisme vient de ce qu'il ne demande rien d'autres aux individus que d'être exactement ce qu'ils sont. Mais il faut se garder de commettre l'erreur inverse de celle de Marx, et d'ériger le capitalisme en morale. La société deviendrait atrocement injuste et inégalitaire.

La vraie question est l'utilisation de la richesse produite. Il ne faut pas reprocher aux entreprises de réinvestir leurs bénéfices, mais plutôt se demander ce que nous voulons que l'Etat fasse de la partie de la richesse nationale qu'il prélève, et ce qu'en tant qu'individus, nous faisons de notre argent.

J'ai retenu du débat autour de la conférence de Seattle une formule qui me paraît parfaitement juste : " le monde n'est pas une marchandise ". Une marchandise est une chose qui se produit et qui s'échange ; la justice et la liberté ne sont pas des marchandises. En revanche, il me semble que la régulation du marché passe par une organisation politique, et par des institutions comme l'OMC.

L'urgence, aujourd'hui, est de réhabiliter la politique. La politique est tellement dévalorisée en France, que nous nous retrouvons pris entre la barbarie technocratique libérale des uns et l'angélisme moralisateur des autres, représenté par la caricature de la World Company. Il faut sortir de cette opposition, car nous avons besoin et de l'économie et de la morale. Or, l'économie n'a pas de morale, et la morale n'est pas rentable ; la politique est donc le médiateur indispensable entre les deux. Pour avoir prise sur le réel, il faut agir ensemble, et recourir à la politique.

On m'a conseillé récemment d'acheter des actions Unilever, affirmant que leur cours allait remonter. Or, Unilever est le plus gros client de l'usine que je dirige, et il nous a demandé de baisser nos prix de vente de 10 %, pour pouvoir réduire ses coûts et faire remonter son action. J'y vois la preuve d'une forte opposition entre l'intérêt de l'individu et celui de son entreprise.

André COMTE SPONVILLE

Je crois que deux phénomènes économiques majeurs se sont produits ces dernières années : la mondialisation et la financiarisation, c'est-à-dire la suprématie croissance du capital financier par rapport au capital industriel. Raymond Aron affirmait que le débat entre capitalisme et communisme était dépassé, et que le capital des entreprises allait de plus en plus se socialiser, ce qui s'est effectivement produit, puisque les grandes entreprises comptent aujourd'hui des millions d'actionnaires. Mais ce capital de plus en plus social s'est avéré de moins en moins socialiste et de plus en plus capitaliste, car les exigences de rentabilité des fonds de pensions américains sont bien plus pressantes que celles des actionnaires familiaux traditionnels.

La tendance de fond va donc vers un capitalisme de plus en plus dur et exigeant en termes de rentabilité, non à cause de la méchanceté des dirigeants d'entreprise, mais à cause de l'efficacité des dirigeants de fonds de pension et de SICAV qui investissent seulement dans les entreprises les plus rentables. Cette amoralité foncière n'est pas un accident de l'histoire, elle tient à la nature même du capitalisme, rendu de plus en plus dur par la mondialisation. Il est donc urgent de trouver autre chose pour compléter le marché, et ce ne peut être que l'Etat, la morale et l'éthique.

Si nous ne le faisons pas, la société va en effet à sa perte, et ce ne sera pas la faute du capitalisme, mais notre faute à nous.

Livre d'or

Merci à vous pour votre invitation et pour votre accueil. Bonne chance dans votre future entreprise, mais ne compter pas sur elle pour être morale à votre place !

Bien cordialement.

André Comte Sponville

Le 28 mars 2000